

M. HARTT: Si j'en juge par les cheveux de l'honorable député, il devrait être un bon libéral.

L'institution du comité sur les écarts de prix s'est faite à l'instigation de l'honorable H. H. Stevens, grand amateur du sensationnel. (*Exclamations*) On se rappelle encore les jours de 1925 et 1926, alors que M. Stevens, qui devait plus tard devenir ministre du Commerce dans le cabinet Bennett, partageant de ce fait la responsabilité ministérielle et parlant au nom du Gouvernement, a porté en cette Chambre, à propos des prix, des accusations contre le ministre des Douanes d'alors, M. Boivin, qui ont amené une scission entre lui et M. Bennett et conduit à la formation du parti de la...—je me demande s'il faudrait dire de la reconstruction ou de la destruction. En soutenant que l'enquête devait se faire sous l'empire de la loi des enquêtes sur les coalitions, le premier ministre actuel avait parfaitement raison. Un ministre de la Couronne avait porté une accusation précise et catégorique. M. Stevens avait exposé un méfait, indiqué les auteurs et l'endroit où il s'était perpétré. Il avait porté une accusation précise et réclamé un comité d'enquête. Aujourd'hui, il en va tout à fait autrement. Personne n'a, en cette Chambre, mis le doigt sur la plaie, indiqué la source des difficultés, des contretemps ou des embarras. L'honorable représentant de Lake-Centre (M. Diefenbaker), dont j'admire l'équité et la modération, conviendra que la loi des enquêtes sur les coalitions avait pour objet de créer un organisme en vue d'enquêter sur une denrée particulière, à l'égard de laquelle il existe une coalition fictive entre producteurs et distributeurs, tendant à relever ou abaisser les prix d'une façon artificielle. Cependant, lorsque survient une crise, influant sur toute l'économie canadienne, et que les prix augmentent de Vancouver à Halifax,—bien que l'augmentation soit moins prononcée qu'aux Etats-Unis,—nous décidons d'en rechercher les causes et de demander au Parlement d'y apporter remède. Le premier ministre a donc raison, tout comme en 1934.

Le parti conservateur-progressiste ne propose aucun moyen de remédier à la situation. Le chef de l'opposition officielle a parlé de l'abrogation de la taxe de vente et l'honorable représentant de Lake-Centre, qui l'a suivi, a proposé le même remède. Le *Financial Post* a alors complètement réfuté la valeur de l'argument portant sur l'abolition de la taxe américaine. Elle aiderait les fabricants et les cultivateurs qui l'engloberaient dans leurs bénéfices, mais le consommateur n'en retirerait aucun avantage. Et voilà pour le point de vue des membres du parti conservateur. J'arrive maintenant à la C.C.F.

[M. Fulton.]

M. KNOWLES: Bravo!

M. HARTT: L'honorable député n'a pas besoin de signaler sa présence, nous savons qu'il est ici.

M. KNOWLES: Merci.

M. HARTT: Et vous êtes ici simplement parce que vous êtes ici. Vous connaissez le refrain: "Nous sommes ici parce que nous sommes ici". La C.C.F. a lancé une campagne de réclamations; elle ne cesse de dire: donnez-nous, donnez-nous, donnez-nous. Elle traite la population canadienne comme un groupe de poules mouillées. Nous sommes une nation de pionniers. La population aime mieux donner que recevoir. "Donnez-nous les régies, donnez-nous les subventions; réduisez les impôts; donnez-nous."

M. CAMPBELL: Nous ne réclamons que la justice.

M. HARTT: L'honorable député veut peut-être parler de son propre cas, mais le Gouvernement ne légifère pas pour les groupes, mais bien pour la nation.

M. CAMPBELL: Depuis quand?

M. HARTT: Depuis que l'honorable député sait marcher, depuis qu'il sait écrire, le parti libéral gouverne et légifère non à l'intention de certains groupes mais pour le Canada entier.

M. CAMPBELL: Jamais.

M. HARTT: Normalement, je le signale en passant, nous ne parlons pas de catégories, et nous ne recherchons pas la publicité éphémère. (*Exclamations*) C'est une chose d'affirmer aux électeurs: "Nous avons exigé que le Gouvernement agisse". C'est très facile de parler sans responsabilité, mais lorsqu'il faut diriger le pays, la tâche est plus ardue.

Mme STRUM: Nous l'entreprendrons.

M. HARTT: Depuis que votre groupe est au pouvoir en Angleterre, cette petite île fond à vue d'œil. Même, MM. Attlee, Bevin et Morrison ont récemment tenu aux ouvriers des propos qu'aucun patron capitaliste n'oserait formuler. Ils devront, selon M. Attlee, augmenter le nombre d'heures de travail et accroître la production afin d'enrayer la famine et la banqueroute. Vous n'oseriez pas répéter ces paroles en cette enceinte, mais à l'extérieur vous vous vantez des résultats que vous avez obtenus pour la population.

Les discours sont toujours la forme la moins coûteuse de propagande électorale, mais non la plus sûre. Mes honorables amis réclament des régies et des subventions. Les uns après les autres, les membres de la C.C.F. entonnent la même rengaine: Donnez, donnez. Mais où